L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 13 SEPTEMBRE 1891. 65me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Dufour & Bonnet, Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS. DIMANCHE, 13 SEPTEMBRE 1891.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.	25

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc. qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

L'HISTOIRE

—DE LA—

GUERRE DE 1870,

—DU—

MARÉCHAL DE MOLTKE.

(SUITE ET FIN.)

Nous terminons aujourd'hui l'analyse des principaux chapitres de l'ouvrage de M. de Moltke, en nous tenant aux passages où le chef de l'état major allemand a joint à la description des opérations militaires ces réflexions personnelles.

A partir du récit des préparatifs du bombardement de Paris, on a travaillé, directement, sur le texte allemand.

Voici comment M. de Moltke apprécie la conduite de l'armée française au combat d'Orléans (11 octobre) :

"La journée d'Orléans avait coûté aux Allemands 900 hommes dont la plus grand nombre appartenait à la 3e brigade bavaroise. Mais si cette armée d'investissement avait sur des riches absolument conservé, grâce à cette victoire remportée dans des circonstances assez difficiles. Le butin comprenait 500 fusils, 10 locomotives et 60 wagons.

L'armée française avait perdu, à elle seule, 1,500 hommes dans les différents engagements qu'elle livra pendant son mouvement rétrograde; mais en même temps elle avait avec une persévérance digne d'éloges la retraite du gros de l'armée du Sud, pendant une journée entière, contre des forces supérieures en nombre. La vaillante, les Français avaient bien vite eu la dessous en rase campagne. Ils l'abîlé directement les soldats qui se battaient avaient donné à leurs masses jusqu'au grand rôle. Dans la défense des localités, au contraire, les soldats n'ont besoin que de déployer du courage et de la constance, et si l'un et l'autre ne faisaient défaut aux troupes françaises, organisées depuis et peu de temps.

L'armée française manquait donc, selon M. de Moltke, d'"habile direction" d'où l'insuccès dans les rencontres en rase campagne. En revanche, "dans la défense des localités", la valeur personnelle des soldats se retrouvait. Cette constatation de l'insuffisance des généraux français et de la bravoure des troupes françaises mérite d'être soulignée.

A Soissons, assiégé quelques jours après, M. de Moltke nous montre encore les défenseurs de la place essayant de ripostar aux attaques de l'assaillant "avec la plus grande énergie", mais cette résistance était d'autre part condamnée. Soissons pris, M. de Moltke nous explique pourquoi, à ce moment, l'armée allemande a occupé simplement Orléans et n'a pas marché sur Vierzon et Tours :

En aval d'Orléans, à Blois, et en amont à Gien, un nouveau corps d'armée français, le 16e, avait fait son apparition, la cavalerie avait rencontré de la résistance le long de la forêt de Marchenoir et un avant de Chartres, et enfin la population se montrait certaine d'un ravitaillement prochain : les corps France opérant avec vigueur d'autant qu'il fallait s'attendre que les deux corps français recevraient sous peu des renforts

Ici, M. de Moltke raconte la prise de Châteaudun. Nos premiers extraits des Mémoires du maréchal contenaient l'hommage que le grand ennemi de la France rend à l'héroïque conduite des défenseurs de Châteaudun. Dans cette partie de l'ouvrage, il est question, à plusieurs reprises, de mal et des précautions que les Français tirent ensuite ensuite aux Allemands.

Nous sommes à la fin d'octobre 1870. Paris était investi depuis environ cinq semaines. Des sorties partielles n'avaient produit aucun résultat. C'est alors que le général Ducrot entreprit sa grande sortie contre la Malmaison (21 octobre) avec 10,000 hommes et 120 pièces de campagne.

Il est parmi de supposer—dit-il ce sujet M. de Moltke—qu'en tentant cette entreprise on obéissait plutôt à la crainte d'indisposer cette fameuse "opinion publique" et les partis qui s'agitaient de plus en plus, qu'en voulant, au général, faire quelque chose, sans penser sérieusement à exécuter un plan d'ensemble et vaste. Il fut, en effet, l'attaque qu'il fallait diriger contre la ligne d'investissement offrait des difficultés considérables, et, si l'attaque réussissait, d'autres, bien plus graves, se seraient présentées. On ne pouvait pas songer à faire passer les convois énormément longs qui sont absolument nécessaires pour faire vivre une armée. On se serait donc forcément trouvé dans la plus grand embarras une fois que les troupes auraient consommé les trois jours de vivres qu'elles pouvaient emporter. Pour vivre sur le pays l'armée eut été obligée de s'étendre considérablement. Or, si l'on mi se mettait à la suivre, il était facile jeter les troupes massées. D'une manière générale, on ne voit pas bien dans quel but on est sorti de Paris les forces qui y avaient été réunies pour défendre la capitale. L'opération n'est pas avoir du succès que d'une autre nature de faire avancée sur près de la ville pour qu'elle pût immédiatement tendre la main à celle qui en sortait sortie.

Peu de jours après, cependant, le Bourget était occupé par les Français. Le prince royal de Saxe s'occupa aussitôt de nous le reprendre. L'attaque eut lieu le 30 octobre :

Pour progresser dans le village, dit M. de Moltke il fallut, dans une lutte acharnée, conquérir maison par maison; les colonnes des deux régiments, de Zeitzkowski et comte Waldersee, furent tuées. Les fermes attaquées de nuit qui étaient situées à gauche de la route furent unies vées à la bal nicite; une après l'autre, malgré la résistance opiniâtre des défenseurs. Les grenadiers les recaladèrent, et alors il s'engagea à l'intérieur une lutte corps à corps. Débouchant du pays, la 2e bataille de chasseurs de la garde pénétra dans l'usine à gaz.

La résistance désespérée que les Français avaient opposée aux assaillants prouvait combien ils tenaient à conserver cette position. La victoire avait coûté 6,500 hommes à la 2e division de la garde. On ignore le chiffre exact des pertes subies par l'ennemi, toujours est-il que les Allemands firent plus de 1,200 prisonniers.

Le nouvel échec exaspéra encore davantage la population parisienne. Le parti révolutionnaire existant de tout temps à Paris devint menaçant.

En dépit des proclamations où la vérité était plus en marchandée, on ne put plus longtemps tenir sur et l'échec subit. Le gouvernement perdait tout prestige. On accusait ses membres d'être des incapables, des traîtres. Des bandes de fanfarons demandaient des armes à grands cris, une partie de la garde nationale s'unit à cette de l'ordre. L'Hôtel de Ville fut cerné par la foule qui criait : "Vive la Commune". La troupe à la vérité, disparut les émeutiers, mais leurs chefs, qu'on connaissait pointant, ne furent malheureusement inquiétés

Dès le 31 octobre, les masses populaires remplissaient de nouveau les rues de leurs cris. Le général Trochu avait défendu aux soldats du poste de l'Hôtel de Ville de faire usage de leurs armes, les émeutiers y pénétrèrent. Les membres du gouvernement se trouvèrent être tenus prisonniers jusqu'au soir, où quelques bataillons restés fidèles vinrent les délivrer.

M. Thiers de retour de son voyage, pensant lorsque l'il avait cru pu obtenir des secours sérieux pécunia, jugea le moment venu de renouer les négociations à Versailles. On y était encore disposé à accorder un armistice, mais le conseil fut pour le négociateur français le ravitaillement de Paris. On ne pouvait l'accepter, et, des lors, les hostilités furent reprises.

Passons aux agissements de Bazaine dans Metz :

En échangeant les prisonniers allemands contre des Français qui avaient servi à la bataille de Sedan, le gouvernement de la population de Metz avait à nouveau en courant de la défaite de l'armée de Châlons. Mais le maréchal Bazaine déclara que l'armée du Rhin n'en continuait pas moins à défendre le pays contre l'ennemi du dehors et l'ordre contre des passions mauvaises. Cette fin de phrase, il est vrai, pouvait recevoir des interprétations très différentes de l'une de l'autre.

Le diplomatie allemande n'était pas fâchée qu'il existât en France un fantôme du gouvernement de Paris, qui, malgré sa faiblesse, dévait de prétexte à une intervention en notre pouvoir avec lequel on peut entre s'entendre sur les conditions auxquelles on mettrait fin à la guerre. Le chef de l'état-major allemand accorde à ce sujet M. de Moltke qu'en tantant cette entreprise on obéissait plutôt à la crainte d'indisposer cette fameuse "opinion publique" et les partis qui s'agitaient de plus en plus, qu'en voulant, au général, faire quelque chose, sans penser sérieusement à exécuter un plan d'ensemble et vaste. Il fut, en effet, l'attaque qu'il fallait diriger contre la ligne d'investissement offrait des difficultés considérables, et, si l'attaque réussissait, d'autres, bien plus graves, se seraient présentées. On ne pouvait pas songer à faire passer les convois énormément longs qui sont absolument nécessaires pour faire vivre une armée. On se serait donc forcément trouvé dans la plus grand embarras une fois que les troupes auraient consommé les trois jours de vivres qu'elles pouvaient emporter. Pour vivre sur le pays l'armée eut été obligée de s'étendre considérablement. Or, si l'on mi se mettait à la suivre, il était facile jeter les troupes massées. D'une manière générale, on ne voit pas bien dans quel but on est sorti de Paris les forces qui y avaient été réunies pour défendre la capitale. L'opération n'est pas avoir du succès que d'une nature de faire une avancée sur près de la ville pour qu'elle pût immédiatement tendre la main à celle qui en serait sortie.

Peu de jours après, cependant, le Bourget était occupé par les Français. Le prince royal de Saxe s'occupa aussitôt de nous le reprendre. L'attaque eut lieu le 30 octobre :

Pour progresser dans le village, dit M. de Moltke il fallut, dans une lutte acharnée, conquérir maison par maison; les colonnes des deux régiments, de Zeitzkowski et comte Waldersee, furent tuées. Les fermes attaquées de nuit qui étaient situées à gauche de la route furent unies vées à la bal nicite; une après l'autre, malgré la résistance opiniâtre des défenseurs. Les grenadiers les recaladèrent, et alors il s'engagea à l'intérieur une lutte corps à corps. Débouchant du pays, la 2e bataille de chasseurs de la garde pénétra dans l'usine à gaz.

La résistance désespérée que les Français avaient opposée aux assaillants prouvait combien ils tenaient à conserver cette position. La victoire avait coûté 6,500 hommes à la 2e division de la garde. On ignore le chiffre exact des pertes subies par l'ennemi, toujours est-il que les Allemands firent plus de 1,200 prisonniers.

Le nouvel échec exaspéra encore davantage la population parisienne. Le parti révolutionnaire existant de tout temps à Paris devint menaçant.

En dépit des proclamations où la vérité était plus en marchandée, on ne put plus longtemps tenir sur et l'échec subit. Le gouvernement perdait tout prestige. On accusait ses membres d'être des incapables, des traîtres. Des bandes de fanfarons demandaient des armes à grands cris, une partie de la garde nationale s'unit à cette de l'ordre. L'Hôtel de Ville fut cerné par la foule qui criait : "Vive la Commune". La troupe à la vérité, disparut les émeutiers, mais leurs chefs, qu'on connaissait pointant, ne furent malheureusement inquiétés

Dès le 31 octobre, les masses populaires remplissaient de nouveau les rues de leurs cris. Le général Trochu avait défendu aux soldats du poste de l'Hôtel de Ville de faire usage de leurs armes, les émeutiers y pénétrèrent. Les membres du gouvernement se trouvèrent être tenus prisonniers jusqu'au soir, où quelques bataillons restés fidèles vinrent les délivrer.

M. Thiers de retour de son voyage, pensant lorsque l'il avait cru pu obtenir des secours sérieux pécunia, jugea le moment venu de renouer les négociations à Versailles. On y était encore disposé à accorder un armistice, mais le conseil fut pour le négociateur français le ravitaillement de Paris. On ne pouvait l'accepter, et, des lors, les hostilités furent reprises.

Passons aux agissements de Bazaine dans Metz :

En échangeant les prisonniers allemands contre des Français qui avaient servi à la bataille de Sedan, le gouvernement de la population de Metz avait à nouveau en courant de la défaite de l'armée de Châlons. Mais le maréchal Bazaine déclara que l'armée du Rhin n'en continuait pas moins à défendre le pays contre l'ennemi du dehors et l'ordre contre des passions mauvaises. Cette fin de phrase, il est vrai, pouvait recevoir des interprétations très différentes de l'une de l'autre.

La